



Association Européenne pour l'Information
sur le Développement Local a.s.b.l.

RAPPORT ANNUEL 2010

TABLE DES MATIÈRES

AEIDL 2010

Consolidation	4
---------------------	---

ENVIRONNEMENT

LIFE+ : l'environnement comme cœur de cible	5
---	---

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Fonds social européen : transnationalité et innovation au centre des débats	8
--	---

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

FARNET : le développement local des zones de pêche européennes	11
---	----

DÉVELOPPEMENT RURAL

« Helpdesk » du Réseau européen d'évaluation du développement rural	13
--	----

RUR@CT : 31 bonnes pratiques régionales de développement rural en cours de transfert	15
---	----

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Missions, études et interventions autour du développement local	16
--	----

« Une Europe locale, sociale, citoyenne, durable et ouverte au monde »

L'AEIDL a été créée il y a 22 ans. Le but de ses fondateurs était de faire connaître, de consolider et de promouvoir les initiatives locales qui se multipliaient alors dans les États Membres de l'UE. Ces « ILE » visaient à stimuler la création d'emplois afin de répondre à la montée du chômage, aux reconversions industrielles et au déclin du milieu rural. Leurs promoteurs avaient besoin de reconnaissance et d'appuis au niveau européen. Ces actions locales étaient alors perçues comme participant à la construction d'une Europe sociale.

L'AEIDL a ainsi contribué à mieux comprendre les processus dynamiques en jeu et à préconiser une vision pluridimensionnelle et participative du changement. Dans le cadre de LEADER I et II, elle a ainsi participé à la production d'une solide méthodologie qui a été ensuite transférée aux programmes LEADER ultérieurs mais aussi à d'autres initiatives communautaires telles qu'EQUAL, URBAN et FARNET. Cette approche LEADER continue à faire référence aujourd'hui non seulement en Europe, mais également en Afrique, en Amérique Latine, en Asie pour tous ceux qui considèrent que le développement territorial ouvre de nouvelles perspectives pour le devenir de nos sociétés.

Au terme de cette première décennie du nouveau siècle, les défis ont changé. Ils sont liés aux changements climatiques et à la crise écologique, à une mondialisation non suffisamment régulée, à ses conséquences financières, économiques, sociales et environnementales. Explosion du chômage, hausse des précarités, replis sur soi dangereux fragilisent la cohésion sociale et mettent en péril l'édification européenne.

Plus que jamais, notre conviction est que l'approche locale, l'implication citoyenne, la solidarité entre territoires d'ici et d'ailleurs, l'invention de nouveaux modes de gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs peuvent contribuer au renouveau de l'Europe que nous aimons : riche de sa diversité, ouverte au monde, à la recherche de nouveaux équilibres économiques, environnementaux et sociaux. Leurs contributions aux biens communs, ainsi qu'à la transition vers une économie plus durable et à une société plus juste et plus humaine sont riches de potentialités.

Ces derniers mois, la Commission européenne a dressé un bilan des apports et des valeurs ajoutées par les approches ou initiatives locales au cours des cycles de programmation passés et en cours. Elle réfléchit à une meilleure mobilisation des Fonds structurels (axes ou mesures dédiés au développement local, soutien aux réseaux de coopération, encouragement des partenariats locaux, etc.). Elle envisage d'appuyer davantage l'entrepreneuriat social, de préconiser des approches locales (*place-based*) dans les politiques de cohésion et dans la mise en œuvre de certaines initiatives phares (*flagships*) de la stratégie Europe 2020.

Au cours de l'année 2010, l'AEIDL a contribué à ces réflexions, notamment sur le développement durable en appui au programme LIFE+, dans le rapport (avec ADETEF) « *Cohesion Support for Local Development* », dans le projet du Fonds social européen « *ESF actions to promote Local Employment Initiatives* » et – en coopération avec METIS – sur les méthodes d'évaluation des poli-



tiques rurales (RurEval). Notre association est aussi fortement impliquée dans la mise en œuvre du programme FARNET qui a tenu récemment une importante conférence sur le futur du développement local dans les zones dépendant de la pêche (Bruxelles, 12 et 13 avril 2011).

En interne, l'association a engagé une réflexion partagée sur les orientations stratégiques prenant en compte ces changements contextuels et ces nouveaux défis. Ces orientations, proposées à l'assemblée générale 2011, constituent une démarche d'apprentissage collectif. Elles doivent nous préparer à mieux répondre aux demandes de nos commanditaires mais aussi – en tant qu'entreprise sociale – à réaliser notre projet associatif, qui est d'apporter notre (modeste) contribution à la construction d'une Europe unie et citoyenne, attachée aux principes de développement durable et de justice sociale.

Comme nous y invite Elinor Ostrom¹, lauréate du prix Nobel 2009, « *Nous avons beaucoup à faire pour permettre aux citoyens du monde entier de participer activement aux économies publiques locales.* »

Jean-Pierre Pellegrin,
Président.

16 mai 2011

¹ Ostrom, E., « *Unlocking Public Entrepreneurship and Public Economies* », note de réflexion présentée à l'occasion de la conférence EGD/IRIDEM « *Unlocking human Potential – Linking Informal and Formal Sector* » organisée à Helsinki les 17 et 18 septembre 2004, 2005.

Consolidation

En 2010, sur la base des acquis de 2009, l'AEIDL –seule ou en partenariat– s'est plus que jamais attachée à fournir un travail de qualité et à respecter ses engagements contractuels auprès de ses clients, dont plusieurs Directions générales de la Commission européenne.

La nature des prestations réalisées a concerné à la fois nos principaux métiers (animation de réseau, communication, publication, organisation d'événements, création et maintenance de sites Internet...) et des thématiques touchant directement les acteurs locaux: l'emploi, l'environnement, le développement territorial, local, rural...

Les contrats avec les institutions européennes ont encore une fois représenté une forte proportion des activités de l'AEIDL (98,8 % des recettes) alors que les prestations réalisées pour des collectivités territoriales et des réseaux auront compté pour seulement 1,2 % des recettes totales, soit une forte diminution en regard des 7 % de 2009.

Les recettes globales de l'Association auront connu une forte progression par comparaison avec l'année précédente ainsi qu'avec le budget prévu (respectivement +33 % et +28 %) grâce à une bonne gestion des contrats en cours. Quant aux dépenses, elles auront progressé moins vite que les recettes avec une augmentation de 24 % par rapport à 2009 et de 5,5 % par rapport au budget.

La maîtrise des coûts conjuguée à l'optimisation des budgets disponibles auprès de nos contractants aura permis de dégager un résultat net appréciable, qui consolide la position financière de l'AEIDL et améliore fortement les postes du bilan.

Conformément au budget, nous avons en 2010 investi dans le renouvellement de nos outils de communication (nouvelle centrale téléphonique, nouveaux ordinateurs et logiciels de communication) et amélioré notre cadre de travail. En ce qui concerne la formation du personnel, nous nous sommes concentrés sur la gestion électronique des documents.

Quant au volume de travail presté, il affiche une augmentation de 1783 heures comparé à 2009, soit une croissance de 5,8 % largement en deçà de la progression du volume d'affaires traitées, ce qui augure d'une rentabilité accrue. 2010 a ainsi vu les salariés et les indépendants prester un total de 32 087 heures, ce qui représente 18 postes équivalents temps plein pour 35 personnes, employés, indépendants et experts associés confondus.



Enfin, des moyens spécifiques ont été consacrés au lancement d'une large réflexion stratégique qui devrait déboucher sur une AEIDL plus en phase avec les mutations européennes et mondiales des années à venir.

Jean Vanweydeveld,
Directeur général.

LIFE+ : l'environnement comme cœur de cible



VALEUR AJOUTÉE

Ce contrat conforte la position et la réputation de l'AEIDL, en combinant expertise en communication et politique environnementale européenne.

L'AEIDL a également su établir et maintenir le contact avec de nombreux experts dans toute l'Europe et dans de nombreux domaines liés à la protection de l'environnement.

L'expérience acquise avec LIFE démontre la capacité de l'AEIDL à produire une information de qualité.

Elle sera valorisée pour d'autres domaines touchant l'environnement tels que le changement climatique, les énergies renouvelables et, plus généralement, le développement durable.

Informier, promouvoir, faire savoir, vulgariser... Depuis 2001, l'AEIDL est la « Communications Team » de ce programme environnemental européen majeur.

L'Instrument Financier pour l'Environnement (LIFE) a été créé par la Commission européenne en 1992. Entre cette date et 2009, le programme a comporté plusieurs phases (LIFE, LIFE II, LIFE III) et volets (LIFE-Environnement, LIFE-Nature, LIFE-Pays tiers) qui avaient déjà fait l'objet de contrats d'animation et de communication confiés à l'AEIDL. Aujourd'hui, le programme LIFE+ s'inscrit dans la continuité du programme LIFE-Environnement tout en intégrant des modifications importantes dans le cadre de la réorganisation des instruments financiers européens pour la période 2007-2013.

LIFE+ regroupe l'ensemble des lignes budgétaires précédemment dispersées au sein de la DG Environnement (LIFE, soutien aux ONG environnementales européennes, réseaux de villes durables, Forest Focus, etc.). Il comprend trois volets : « Nature et Biodiversité », « Politique et Gouvernance en matière d'environnement », « Information et communication ».

Le programme LIFE+ dispose d'un budget de 2 143 409 000 EUR pour la période 2007-2013. 78 % de ce budget est affecté au soutien de projets. Sur cette part, la moitié doit concerner le volet « Nature et Biodiversité » et un objectif de 15 % de cette enveloppe est fixé pour des projets transnationaux.

Dans le cadre de ce contrat, l'AEIDL a pour mission d'apporter le support technique et l'assistance aux activités de communication au niveau européen pour les projets concernant la fin du programme LIFE III et le nouveau programme LIFE+ pour lequel elle a débuté ses prestations en janvier 2009.

ACTIVITÉS ET PRODUITS RÉALISÉS EN 2010



Maintenance, actualisation et développement du site LIFE

Le site web LIFE est actualisé quotidiennement (<http://ec.europa.eu/life>).

Les grands changements intervenus en 2010 sont :

- > Le lancement de LIFE sur les médias sociaux.
 - L'AEIDL a préparé, mis en place et organisé la présence de LIFE sur Facebook. La page officielle du programme est consultable à l'adresse suivante : www.facebook.com/LIFE.programme
 - La présence de LIFE est aussi assurée sur Twitter. Retrouvez et suivez tous les « tweets » du programme sur http://twitter.com/LIFE_Programme
- > Un rafraîchissement général de la charte graphique et de la mise en page de tout le site

Résumés de projets clôturés

Au cours de l'année 2010, l'AEIDL a publié 130 résumés.

Compilations de nouveaux projets

3 compilations de nouveaux projets ont été réalisées et mises en ligne, couvrant les projets sélectionnés en 2009.

Publications thématiques

Cinq brochures thématiques ont été rédigées et publiées en 2010 :

- > « LIFE among the olives: good practice in improving environmental performance in the olive oil sector »
- > « Water for life – LIFE for water »
- > « LIFE and local authorities »
- > « LIFE improving the conservation status of species and habitats »
- > « LIFE building up Europe's green infrastructure »

Diffusion et dissémination thématique des résultats des projets LIFE auprès des acteurs et décideurs

En 2010, LIFE a fait l'objet de nombreux stands d'information (notamment à la Green Week 2010 et la conférence « LIFE Nature and Biodi-

versity – Preparing the Future ») et de plusieurs présentations dans le cadre de conférences internationales.

L'équipe AEIDL a rencontré et initié des collaborations avec plus d'une dizaine de réseaux européens à l'occasion de divers événements.

En parallèle, l'AEIDL prépare mensuellement des listes thématiques de projets (eau, sol, air, énergie, biodiversité, etc.) mis en ligne sur le site web LIFE.

Brochures sur les meilleurs projets LIFE

En septembre 2010, l'AEIDL a produit respectivement 2 brochures électroniques sur les meilleurs projets LIFE-Environnement 2009 et les meilleurs projets LIFE-Nature 2009. Deux brochures en format réduit présentant les 5 meilleurs projets sélectionnés parmi les projets ci-dessus pour chaque volet ont également été réalisées en 2010.



«Country overviews» (résumés de la situation de LIFE dans chaque État membre)

27 résumés ont été rédigés ou mis à jour et mis en ligne au cours de l'année 2010.

Matériel de promotion LIFE+

En 2010, l'AEIDL a conçu plusieurs produits de communication (vidéo, etc.) destinés à promouvoir LIFE.

Base de données multimédia

Elle est constituée de photos, de vidéos et de publications scientifiques des projets LIFE destinés à la future bibliothèque en ligne.

Actualisation de la base de données images LIFE. Au cours de l'année 2010, 1 500 photos additionnelles ont été enregistrées, référencées, ce qui porte le chiffre total de photos à environ 21 500.

Compressage des meilleurs DVD de projets LIFE (www.lifevideos.eu/videos). En 2010, près de 40 nouvelles vidéos multilingues ont été chargées.

Collecte de publications scientifiques (bonnes pratiques, manuels, etc.). En 2010, l'AEIDL a chargé près de 200 nouvelles publications multilingues (plquettes, posters, recueils d'expériences, etc.) sur l'interface de travail Butler.

Assistance aux projets LIFE en matière de communication

Sur demande des porteurs de projets LIFE, l'AEIDL fournit des conseils et une aide en matière de communication.

Révision des activités de communication

L'AEIDL assiste les Unités LIFE de la DG Environnement dans l'élaboration d'une stratégie de communication LIFE. L'AEIDL est également chargée de compiler les données statistiques sur les consultations du site web LIFE et d'en faire une analyse trimestrielle.

Présentations de LIFE+

En 2010, l'AEIDL a participé à plusieurs réunions de lancement de nouveaux projets LIFE+. En mai 2010, l'AEIDL a collaboré avec le consortium Astrale à la préparation et organisation de la conférence «LIFE Nature and Biodiversity – Preparing the Future» qui s'est tenue à Bruxelles les 31 mai et 1^{er} juin. A cette occasion l'AEIDL a conçu une vidéo diffusée lors de la conférence et également visible en ligne sur http://lifevideos.eu/videos/?id=life_nature_%20achievements.flv.



Commanditaire : Commission européenne (DG Environnement)

Durée : 2009-2013

Budget : 4 000 000 €

Équipe : 16 personnes (10 équivalents temps plein)

Sites web : <http://ec.europa.eu/life>, <http://life.aeidl.eu>, <http://www.aeidl.eu/en/projects/environment/life.html>

Fonds Social européen : transnationalité et innovation

Démarré en 2009, le projet ESF-TCI a pris son plein essor en 2010.

VALEUR AJOUTÉE

Le projet ESF-TCI accroît l'expertise de l'AEIDL dans le domaine de l'emploi et de l'inclusion, notamment des publics en difficulté. Il permet également d'élargir le fichier d'experts auxquels recourir pour répondre à des appels d'offre dans ces domaines et de renforcer l'expérience de l'AEIDL en matière de management de réseaux.

L'AEIDL est chargée d'appuyer la Commission européenne dans trois domaines : analyse thématique sur des problématiques prioritaires, suivi de 13 réseaux de coopération transnationale entre États membres et appui au groupes de travail du Comité FSE consacrés à la transnationalité et à l'innovation.

Analyse thématique : Initiatives Locales pour l'Emploi

L'AEIDL a mené un travail sur le soutien du Fonds social européen aux initiatives locales pour l'emploi dans 14 États membres – AT, CY, CZ, DK, DE, GR, ES, FI, FR, HU, IT, PT, SE, UK – sur la période 2000-2010.

La réunion de lancement a eu lieu début septembre. Un document de travail a servi de base de discussion lors d'un séminaire d'échange les 25 et 26 novembre 2010.

Ces travaux ont notamment confirmé l'importance des formes territorialisées des interventions du FSE, souvent adossées à d'autres instruments européens tels que LEADER dans les zones rurales et URBAN dans les quartiers urbains en difficulté. EQUAL, l'Article 6 du FSE et l'Article 10 du FEDER ont aussi fortement soutenu ce type d'initiatives locales. Les interventions permettent une intégration verticale de politiques publiques dans les champs de l'inclusion sociale, de l'emploi, de la formation, de la lutte contre la pauvreté et du développement économique.



© Jean-Luc Jandot

Ses caractéristiques reposent sur la dimension locale, l'approche participative (partenariat local) et intégrée (prenant compte des conditions externes et internes de la conduite du changement) et l'innovation sociale.

L'étude met également en exergue la frugalité des dispositifs locaux pour l'emploi, peu consommateurs de finances publiques, créant des économies d'échelle au travers des modalités d'animation et de mise en œuvre. Toutefois, les coûts de transaction liés aux contraintes administratives peuvent oblitérer ce facteur et les recommandations finales portent essentiellement sur la simplification des procédures.

Analyse thématique : Soutien aux micro-entreprises et à l'auto-emploi

L'AEIDL a également travaillé sur le soutien du Fonds social européen aux micro-entreprises et à l'auto-emploi dans 12 États membres : BE, CZ, DE, ES, LT, FR, HU, IT, NL, PL, RO, UK. L'analyse et le SWOT des dispositifs prévus dans les Programmes opérationnels concernés a débouché sur une synthèse des besoins en la matière et sur un questionnaire aux États membres. L'accent a été mis en particulier sur l'articulation entre entrepreneuriat et inclusion sociale. Sur cette base, un premier séminaire, organisé en mai, a permis de discuter des options s'offrant aux États membres.

au centre des débats

Les résultats du premier séminaire ainsi que les réponses au questionnaire ont débouché sur un projet de *Reference model of integrated business support services for disadvantaged people*. Ce modèle de référence pour des services intégrés d'appui à la création d'activités pour les publics en difficulté part de l'expérience des bénéficiaires et regroupe une série de recommandations à l'intention des protagonistes de l'intervention du FSE. Des exemples concrets illustrent les différentes composantes du modèle: aspects juridiques, modes de financement, menu de services, organisation de la mise en œuvre.

Un deuxième séminaire, tenu en juillet, a discuté et finalisé ce modèle, en soulignant notamment la nécessité d'un financement adéquat, ainsi que l'importance de la cohésion entre les différentes mesures et les différents intervenants.

Suivi de 13 réseaux transnationaux

Ces réseaux (*Learning Networks*) sont pilotés par un État membre chef de file. Le rôle de l'AEIDL est d'assurer le suivi des travaux (*monitoring*), de faire rapport sur les activités menées et d'attirer l'attention de la Commission sur les points d'intérêt communs tant pour les autres réseaux que pour le FSE dans son ensemble. Dix réseaux avaient été sélectionnés en 2009; trois nouveaux réseaux se sont ajoutés en 2010.

THÈMES	PAYS (en gras, le chef de file)
Entrepreneuriat et inclusion	BE nl - BEfr - CZ - ES - LT
Économie sociale	BEnl - CZ - FI - IT - PL - SE - UK
Empowerment et inclusion	BEnl - ES - GR - PL - PT - UK
Emploi des jeunes	BEnl - CY - DE - EL - IT - LT - SE
Migrants et minorités ethniques	BEnl - DE - EE - ES - SE - UK
Ex)-prisonniers et ex-délinquants	BEnl - DE - GR - IT - NL - RO - SI
Partenariat	BEnl - DE - GR - HU - IE - PL - PT - RO
Transnationalité	CZ - DE - ES - FR - GR - PL - SE - SI - UK
Réforme des administrations publiques	BG - GR - LT - PL - RO
Management basé sur les résultats	BE nl - BEfr - GR - LT - NL
Gender mainstreaming	AT - BEnl - BEfr - DE - ES - FR - IT - PT - SE
Age	BEnl - BEfr - DE - EE - ES - FR - IT - NL - PL - UK
Demandeurs d'asile	BE nl - DE - ES - FI - GR - IT - SE

Les 28 et 29 juin 2010, les dix premiers réseaux ont participé à un séminaire intensif sur les sept méthodologies communes élaborées par l'AEIDL à partir de 15 études de cas:

1. Planning, monitoring et évaluation des réseaux
2. Développement et consolidation des réseaux
3. Généralisation dans les Programmes Opérationnels du FSE
4. Mesure de l'impact et de l'efficacité
5. Qualité de la présentation des résultats
6. Bonnes pratiques de communication
7. *Peer reviews*

Groupes de travail du Comité du FSE

L'AEIDL a animé en janvier 2010 la réunion des Points de contact du FSE pour toutes les questions de transnationalité.

Tout au long de l'année, l'AEIDL a également analysé et mis à jour les informations fournies par les États membres sur la transnationalité et l'innovation dans le FSE. Des synthèses ont été présentées lors des réunions d'avril/mai et octobre du groupe ad hoc sur ces questions.



esf-tci
European Social Fund
Transnational Cooperation and Innovation

Commanditaire: Commission européenne (DG Emploi et Affaires sociales)

Durée: 2009-2013

Budget (2010): 837 000 €

Équipe: 9 personnes + un réseau d'experts thématiques

ÉVALUATION DES AFFAIRES SOCIALES DU FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Un consortium mené par le Public Policy and Management Institute (Vilnius, Lituanie) a été formé pour répondre à ce marché public lancé par la DG Emploi et Affaires sociale de la Commission européenne. L'AEIDL y participe.



© Jean-Luc Jamot

En 2009, la candidature du consortium pour évaluer la Méthode Ouverte de Coordination dans ses aspects liés à l'inclusion sociale («MOC sociale») était retenue par la DG Emploi de la Commission européenne.

En mai 2010, l'AEIDL a organisé un séminaire réunissant les membres du Comité de Protection sociale des 27 États membres, des universitaires et ONG, afin de valider le cadre méthodologique de cette évaluation. Le rapport est finalisé et diffusé aux participants.

Par la suite, plusieurs monographies (France, Espagne, Portugal) furent confiées à l'AEIDL. L'AEIDL s'est aussi chargée d'évaluer les liens entre la MOC sociale et les autres politiques européennes (croissance et emploi, éducation-jeunesse, santé, etc.).

Ce projet accroît l'expertise de l'AEIDL dans le domaine de l'évaluation des politiques sociales, et croise les travaux menés dans le cadre de la coopération transnationale du FSE. L'approche évaluative intègre une dimension «ascendante» permettant d'analyser le rôle des initiatives locales dans ces politiques publiques. Ce projet permet également d'élargir le fichier d'experts auxquels recourir pour répondre à des appels d'offres dans ces domaines. Le partenaire hongrois TARKI est l'une des agences de statistiques européennes les plus en pointes sur les indicateurs sociaux (think-tank Eurostat).

FARNET : le développement local des zones de pêche européennes

Dans le cadre du GEIE DevNet créé en partenariat avec Grupo Alba (Espagne), l'AEIDL participe à la Cellule d'appui du réseau européen des zones de pêche FARNET.



VALEUR AJOUTÉE

FARNET constitue une opportunité d'exploiter l'expérience territoriale rurale de LEADER de l'AEIDL dans une dimension nouvelle, ainsi que son expertise dans la communication des programmes européens. L'AEIDL est associée à une initiative qui est en train de devenir un des éléments centraux de la politique européenne de la pêche dans les années à venir.



© Paolo Zilli

Renouvelé en mai 2010, le contrat porte sur l'assistance technique au programme FARNET en vue du développement territorial des zones de pêche, en particulier celles qui sont affectées par la politique européenne de réduction des quotas de pêche et la reconversion de leur économie locale (Axe 4 du Fonds européen de la Pêche / FEP).

FARNET est destiné à les aider à mettre sur pied des FLAG (*Fisheries Local Action Groups*: groupes d'action locale pêche), sous forme de partenariats stratégiques menant ensemble des projets de développement tels que la valorisation des produits de la pêche ou la diversification de leurs activités, y compris dans le domaine du tourisme, de l'éducation et de la culture. A terme, ce sont quelque 270 FLAG qui devraient être sélectionnés.

© Jean-Luc Janot

ACTIVITÉS ET PRODUITS RÉALISÉS EN 2010

Assistance méthodologique

Le soutien de FARNET s'est porté d'abord en direction des Autorités de gestion des pays les plus demandeurs – BG, RO, PL, LV, UK – pour les aider en particulier à mettre en place les procédures de sélection des FLAG et pour aider ces derniers à élaborer leur stratégie.

Trois réunions, en février, avril et septembre, ont rassemblé les Autorités de gestion des 21 États membres concernés par l'Axe 4 du FEP, ainsi que les unités géographiques de la DG MARE pour clarifier différents aspects de mise en œuvre: outils de sélection des FLAG, soutien au développement des FLAG sélectionnés, articulation avec les projets LEADER, aspects financiers.

Parmi les outils les plus utilisés pour soutenir les FLAG actuels ou potentiels, on trouve les 39 réponses figurant dans la section FAQ du site web de FARNET. Traduites dans toutes les langues européennes, elles couvrent 9 grands domaines: vue d'ensemble de l'axe 4, budgets, sélection, partenariats, stratégies, finances et administration, coordination, coopération avec d'autres programmes et d'autres axes du FEP, éligibilité.



Communication

Publiés en 4 langues (EN, FR, DE, ES), **FARNET Magazine** paraît 2 fois par an (avril et octobre) et la Newsletter tous les deux mois.

Traduit en 11 langues (EN, FR, DE, ES, IT, PT, EL, PL, RO, BG, DK), le premier **Guide méthodologique FARNET** porte sur le démarrage des FLAG. Publié en anglais, le deuxième Guide est centré sur la coopération entre les FLAG.

Le **site web** www.farnet.eu complète l'information de FARNET. En 2010, outre les pages sur les thèmes, l'actualité, les événements, les outils et les publications, il a été enrichi par des fiches individuelles sur les FLAG au fur et à mesure que ceux-ci sont approuvés.



Événements

En 2010, la Cellule d'appui FARNET a organisé deux grands séminaires transnationaux de 150 personnes chacun, rassemblant des FLAG, des Autorités de gestion et la Commission. A Gijón (ES) en mars, les débats ont porté sur les défis du développement territorial et les stratégies des FLAG. A Almere (NL) en novembre, les discussions se sont concentrées sur la valeur ajoutée que les FLAG pouvaient apporter aux produits locaux de la pêche. Ces rencontres ont également été l'occasion pour les participants d'entamer des coopérations transnationales et d'organiser des visites d'études.



Commanditaire: Commission européenne
(DG Affaires maritimes et Pêche)

Durée: 2009-2015

Budget (2010): 1 830 000 €

Équipe (AEIDL): 5 personnes

www.farnet.eu

« Helpdesk » du Réseau européen d'évaluation du développement rural

A travers le GEIE RurEval, l'AEIDL assure la diffusion des bonnes pratiques et l'acquisition de compétences en matière d'évaluation des programmes de développement rural.



VALEUR AJOUTÉE

Ce contrat a conduit l'AEIDL à étendre son réseau d'experts dans le domaine de l'évaluation. A noter que RurEval est le premier GEIE que l'AEIDL a formé avec un partenaire européen. Cette démarche permet à l'AEIDL de développer des outils de gestion qui sont transférables à d'autres groupements européens d'intérêt économique (comme c'est déjà le cas du GEIE DevNet pour FARNET, par exemple).

En janvier 2008, la Direction générale Agriculture de la Commission européenne a choisi le groupement européen d'intérêt économique (GEIE) «RurEval» constitué par l'AEIDL et la société Metis (anciennement ÖIR-Managementdienst GmbH, Autriche) pour l'aider à mettre en place et à gérer le helpdesk du «Réseau européen d'évaluation du développement rural.»

Ce réseau d'experts en évaluation dispose d'un point de contact qui centralise les informations utiles à

l'évaluation. Il s'agit de favoriser les bonnes pratiques et l'acquisition de compétences en matière d'évaluation des programmes de développement rural.

Concrètement, le «Helpdesk Evaluation» fournit conseil et appui sur les méthodes et outils d'évaluation ainsi que sur la collecte de données, de même qu'il soutient la Commission européenne et les États membres dans leurs activités relatives aux rapports d'évaluation ponctuels. Le Helpdesk se compose d'une équipe

permanente à Bruxelles, étayée par une vingtaine d'experts répartis à travers les 27 États membres, lesquels disposent d'excellentes connaissances en matière d'évaluation des mesures et programmes de développement rural. Des groupes de travail thématiques sont également mis en place pour analyser et renforcer les acquis sur des sujets clés comme l'agriculture biologique, les effets sur l'environnement et l'emploi, l'évaluation de l'approche LEADER, etc.

ACTIVITÉS ET PRODUITS RÉALISÉS EN 2010

- > Publication d'un document de travail sur l'évaluation des impacts du développement rural dans le contexte d'un environnement multifactuel.
- > Publication d'un document de travail sur les approches méthodologiques visant à comprendre l'impact de LEADER et les mesures d'amélioration de la qualité de vie en milieu rural.
- > Publication d'une note explicative à l'attention des évaluateurs chargés de l'évaluation à mi-parcours.
- > Publication d'un document sur l'évaluation de l'impact des Réseaux ruraux nationaux.
- > Mise en ligne de la version définitive du site web en anglais (<http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/>).
- > Révision et alimentation de la section sur les bonnes pratiques.
- > Développement continu du pool d'experts thématiques.
- > Lancement d'un glossaire.
- > Développement d'une foire aux questions.
- > Réponse aux questions techniques émanant des États membres (activité permanente).



© Maylis Campbell

- > Inventaire des besoins dans les États membres à travers l'organisation de *focus groups*, tours de table et ateliers.
- > Mise à jour de l'analyse SWOT (Forces/Faiblesses/Opportunités/Menaces) sur la base des résultats de l'inventaire des besoins et de diverses recherches.
- > Missions en Pologne, Estonie, Slovaquie, Grèce, ainsi qu'à Malte.
- > Accueil d'acteurs de l'évaluation (Suède et Lituanie).
- > Participation à de nombreux séminaires et conférences.
- > Formation des experts géographiques à l'animation de *focus groups*.
- > Réunion du Comité restreint d'experts sur le Programme de travail annuel ainsi que sur l'outil d'évaluation pour les *desk officers* de la Commission européenne.
- > Participation à une task force organisée par la Commission européenne sur le futur du Cadre Commun de Suivi et d'Évaluation (CCSE) dans le cadre de la prochaine période de programmation.
- > Développement d'un outil destiné à aider les *desk officers* de la Commission européenne dans l'évaluation des rapports d'évaluation à mi-parcours soumis par les États membres.
- > Mise en place d'une bibliothèque électronique rassemblant les principaux documents utiles à l'évaluation des programmes de développement rural ainsi que les résumés d'autres publications clés.
- > Développement continu d'une mailing list (1 358 contacts en janvier 2011).
- > Maintenance du site web en anglais et développement des versions française et allemande.
- > Rédaction, traduction et diffusion, avec courriel d'alerte, des 4^e, 5^e numéros de la Newsletter en trois langues.
- > Gestion du Helpdesk dont le fonctionnement est assuré par du personnel permanent (équipe centrale) et non permanent (experts géographiques).
- > Collaboration avec le Comité d'experts Évaluation de la Commission européenne (présentations et discussions).



Réseau Européen d'Évaluation
du Développement Rural

Commanditaire: Commission européenne (DG Agriculture)

Durée: 2008-2013

Budget: 3,6 M€ (900 000 € x 4 ans)

Équipe AEIDL: 6 personnes (4 équivalents temps plein)

<http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/>

RUR@CT :

31 bonnes pratiques régionales de développement rural en cours de transfert

L'objectif du réseau RUR@CT est de transférer à travers l'Europe des expériences régionales réussies de développement rural. L'AEIDL et ses partenaires étaient chargés de repérer et présenter ces expériences. Au terme de cette mission, en septembre 2010, pas moins de 31 transferts de bonnes pratiques entre régions étaient en cours.

RUR@CT est un réseau d'une trentaine de régions européennes (63 en comptant les régions partenaires non signataires de la charte) intéressées par la transférabilité des bonnes pratiques régionales de développement rural. La Région Limousin, qui le pilote, a choisi en 2008 le partenariat constitué par RCT (France), XPS (France) et l'AEIDL pour mettre en place et alimenter le centre de ressources du réseau.



Réparties en 3 phases d'avril 2008 à septembre 2010, les tâches de l'AEIDL dans le cadre de ce contrat consistent à :

- > élaborer un certain nombre d'outils (questionnaires, thésaurus, modèles de fiches...) destinés à collecter et à traiter les bonnes pratiques;
- > repérer et proposer des bonnes pratiques de développement rural à l'échelle régionale;
- > rédiger une centaine de présentations de ces bonnes pratiques sous

la forme de 3 types de fiches (la première présentant le projet, la deuxième les conditions de sa transférabilité, et la troisième le bilan du transfert);

- > livrer une version finale d'environ 200 fiches en français et en anglais;
- > initier ou participer à des actions de relations publiques au service de la promotion et de l'animation du réseau RUR@CT.

VALEUR AJOUTÉE

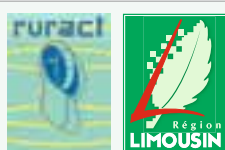
Conjuguant pédagogie du développement territorial et publication multilingue, RUR@CT a permis à l'AEIDL de conserver une bonne visibilité et une image « d'acteur de terrain » en développement rural au niveau européen.

Dans un de ses domaines phares, l'AEIDL n' était pas ici un sous-traitant de la Commission européenne mais plutôt un partenaire clé sur la place de Bruxelles pour des intervenants français réputés ainsi qu'une vingtaine de régions européennes.

L'identification de bonnes pratiques a obligé l'AEIDL à assurer une veille informative horizontale (actions, projets à dimension rurale dans la plupart des politiques européennes) tout en valorisant les synergies avec les programmes que l'AEIDL anime ou a animés (LEADER, LIFE, EQUAL, URBACT...).

ACTIVITÉS ET PRODUITS RÉALISÉS EN 2010

La mission RUR@CT de l'AEIDL s'est terminée en septembre 2010. A cette date, la base de données du réseau comprenait 126 opérations analysées tandis que pas moins de 31 transferts de bonnes pratiques entre régions européennes étaient en cours.



Commanditaire : Région Limousin

Durée : 2008-2010

Budget : 117 352 €

Équipe AEIDL : 1 personne

<http://www.ruract.eu/>

Missions, études et interventions autour du développement local

2010 prolonge l'effort de diversification de l'AEIDL dans ce type d'activités. Nous en donnons ici un bref résumé.

« LABORATOIRES DU DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR LA POLITIQUE DE COHÉSION »



Petit budget et grandes ambitions pour la DG REGIO qui cherche à mettre à plat ses mécanismes d'intervention et de soutien du développement local.

- > En 2009, l'AEIDL s'était rapprochée de l'ADETEF (Association pour le Développement des Échanges en Technologies Économiques et Financières, France) pour présenter une candidature. Le rôle de l'AEIDL est surtout axé sur la recherche documentaire (littérature grise et textes fondateurs), l'identification et la rédaction de 8 études de cas.
- > Deux « Laboratoires du développement local » se sont déroulés début 2010, regroupant une trentaine d'experts de l'Union européenne.
- > Le sujet est complexe et repris par plusieurs écoles de pensée (durable, social, économique). En résumé, les initiatives de développement local sont parfois définies comme étant des stratégies intégrées mobilisant un grand nombre d'acteurs locaux et reposant sur certains principes, tels le partenariat. Cette définition axée sur les moyens mobilisés est correcte mais incomplète. En effet, elle ne tient pas suffisamment

compte des objectifs concrets de la stratégie (résultats immédiats), qui sont cruciaux pour les partenaires locaux, en termes de résultats socio-économiques et d'amélioration des conditions de vie, notamment. Elle néglige en outre l'aspect « développement » de la stratégie, c'est-à-dire ses objectifs à long terme et l'évolution structurelle visée (résultats à long terme).

- > La valeur ajoutée du développement local réside davantage dans ses résultats à long terme, voire à très long terme, que dans ses résultats quantitatifs et qualitatifs immédiats.

Le rapport final formule aussi des recommandations concrètes. Premièrement, une plateforme de coordination dédiée au développement local, chargée d'intégrer la dimension locale du développement à la stratégie « Europe 2020 » et de sensibiliser à cette approche a été mise en place au sein de la Commission européenne sous la forme d'un groupe interservices. Ses premières tâches furent d'expliquer le potentiel de contribution du développement local à la mise en œuvre de la stratégie « Europe

2020 », ainsi que de sensibiliser les pouvoirs publics locaux et régionaux à la méthode du développement local, par l'entremise d'un document de travail présentant un cadre commun d'intervention.

Deuxièmement, toute occasion de venir en aide aux réseaux de développement local dans le cadre de l'objectif de coopération territoriale d'ici à 2013 devrait être saisie, afin de créer un espace ouvert pour la diffusion des bonnes pratiques et de donner plus de visibilité aux stratégies intégrées et ascendantes, prenant leur origine sur le terrain.



© Jean-Luc Janot



© Jean-Luc Janot

POLITIQUES ET PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DANS 4 PAYS HORS DE L'UNION EUROPÉENNE (CHINE, CORÉE, USA, BRÉSIL)

L'enjeu de cette étude commandée par la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR, France) est de :

- > Aider la DATAR et ses partenaires à acquérir une meilleure connaissance des politiques et pratiques d'aménagement et de compétitivité des territoires de 4 États membres hors EU en analysant les priorités, les modes d'organisation et les principaux instruments de mise en œuvre de ces politiques.
- > Identifier la place qu'occupe l'aménagement du territoire dans les politiques de ces pays et comprendre comment s'articulent les finalités et enjeux (cohésion et réduction des disparités, enjeux écologiques et développement durable) ou les instruments (partenariats, évaluation, etc.) qui contribuent à la poursuite de l'objectif de cohésion territoriale.

- > Repérer des pratiques, des modes d'organisation et de gestion novateurs, des éléments de réussite et de performance susceptibles d'inspirer ou de susciter des expérimentations ou des transferts d'expériences.
- > Proposer la mise en place d'un réseau de correspondants nationaux susceptibles d'assurer un suivi et une mise à jour des connaissances sur ces politiques, et de poursuivre ou préparer des coopérations – y compris bilatérales – avec ces pays.

Le contrat s'est déroulé parallèlement à une mission similaire sur 4 pays de l'Union européenne, confiée à un autre bureau d'étude.

Le cœur de la production consiste à rédiger une monographie par pays, reprenant le cadre général d'intervention les questions d'attractivité et de compétitivité, du développe-

ment durable, ainsi que les questions métropolitaines. Les conclusions recensent les instruments innovants et analysent les éléments transférables dans un contexte français.

Les travaux furent restitués lors d'un séminaire inscrit dans le cycle 'Prospective Territoires 2040', organisé en mai 2010 à Paris.

La monographie sur la Chine a fait l'objet d'une publication² à la Documentation Française.

DATAR

² <http://territoires.gouv.fr/pratiques-damenagement-du-territoire-en-chine>

ÉVALUATION EX-POST DE LEADER+



L'évaluation ex post de LEADER+ (2000-06) fut commanditée par la DG Agriculture à Metis GmbH, en association avec AEIDL (Association Européenne pour l'information sur le Développement Local) et CEU (Közép-európai Egyetem/Central European University).

Les objectifs de cette évaluation ex post visent à fournir une vue d'ensemble sur l'utilisation des ressources, sur l'efficacité et l'efficience des interventions et sur l'impact décliné en 8 thématiques et couvertes par 24 questions évaluatives. Le travail est parti des évaluations existantes des programmes et de leurs mises à jour.

L'enquête de terrain s'appuie sur 4 outils méthodologiques : une enquête auprès de 10 % des Groupes d'Action Locale (GAL), une enquête auprès des Autorités de Gestion, des entretiens avec les réseaux nationaux et 10 études de cas.

L'impact général des programmes LEADER+ sur le capital économique, social et environnemental des zones rurales de l'Union européenne couvre une grande variété de produits et services, et reste une raison centrale du succès de LEADER.

LEADER+ atteint des résultats extrêmement positifs en matière de gouvernance locale, et conforte les formes territorialisées de développement rural ainsi que la participation des acteurs locaux. Le lien entre l'approche LEADER et l'enrichissement du capital social local est clairement établi et renseigné, de même que les liens en réseau autour de certains thèmes ou activités. Connecter les gens et leurs activités est la quintessence de l'approche LEADER.

PROMOTION DE LA « STRADA DEL BAROLO » EN BELGIQUE



A la demande de Consorzio di tutela Barolo Barbaresco Alba Langhe e Roero, une association de vignerons du Piémont (Italie), l'AEIDL a organisé un grand événement à Bruxelles pour promouvoir les vins et les spécialités régionales (fromage, pâtes, salami, miel...) de la « Route du Barolo ». Quelque 200 professionnels

du secteur agroalimentaire et de la restauration étaient présents à l'événement qui a eu lieu le 22 novembre 2010 à l'Autoworld, célèbre musée de l'automobile de Bruxelles. Au-delà de l'organisation logistique, l'AEIDL s'est notamment occupé de la réalisation et de la diffusion du matériel promotionnel.

L'AEIDL en 2010

CONSEIL

D'ADMINISTRATION

Président:

Jean-Pierre Pellegrin (France)

Vice-président:

William Van Dingenen (Belgique)

Vice-présidente:

Odile Plan (France)

Secrétaire:

Yves Champetier (France)

Trésorière:

Márta Márczis (Hongrie)

Administrateurs:

Aisté Cerniauskaite (Lituanie)

Holger Kuhle (Allemagne)

Jose Menéndez (Belgique)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pierre Barge (France)

Monique Braem (Belgique)

Caterina Brancaleoni (Italie)

Éveline Durieux (Belgique)

Jean-Luc Janot (France)

Toby Johnson (Royaume-Uni)

Katalin Kolosy (Belgique)

Hilde Maelstaf (Belgique)

Alberto Melo (Portugal)

Jacqueline Miller (Belgique)

Marie-Lise Semblat (France)

Paul Slachmuylder (Belgique)



© Bernard Peitgard

ÉQUIPE

Jean Vanweydeveld,
Directeur général

Yves Boisselier,
ESF-TCI

Éric de Borchgrave,
prospection

Monique Braem, LIFE

Sophie Brynart, LIFE

Gabriella Camarsa, LIFE

Maylis Campbell,
Helpdesk Evaluation

Thomas Chullikal, LIFE

Anita Cortés, LIFE

Serge Delvaux, comptabilité

Hugues De Middelaer,
informatique

Éveline Durieux, LIFE

Jon Eldridge, LIFE

Stephen Gardner, LIFE

Florence Gérard,
ESF-TCI, FARNET

Serge Gomes da Silva,
FARNET

Tim Hudson, LIFE

Jean-Luc Janot,
RUR@CT, FARNET

Toby Johnson, ESF-TCI

Wendy Jones, LIFE

Katalin Kolosy,
ESF-TCI, autres contrats

Allen Mercer, ESF-TCI

Émilie Muzie, FARNET

Eamon O'Hara, LIFE, FARNET

Jyostna Patel, ESF-TCI

Fanny Pauwels, comptabilité

Peter Ramsden, ESF-TCI

Daniel Renders, LIFE

João Silva, LIFE

Christophe Thévignot, LIFE

Ed Thorpe, LIFE

Justin Toland, LIFE

Margot Van Soetendael,
Helpdesk Evaluation

Ulrike Weinspach,
Helpdesk Evaluation

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom: Association Européenne pour l'Information sur le Développement Local (AEIDL)

Statut: association sans but lucratif (asbl)

Année de création: 1988

Objectif: contribuer à une Europe solidaire, citoyenne, fondée sur le développement durable et l'égalité des chances, en offrant aux acteurs du développement local et de la société civile, ainsi qu'à différentes institutions, dont la Commission européenne, une vaste gamme de prestations.

Prestations: animation de réseau et assistance technique à la coopération; évaluation et conseil; information, communication et publication; formation.

Champs d'activité: développement territorial (local, régional, rural, urbain...); environnement et développement durable; emploi et développement social; citoyenneté.

Organismes partenaires: institutions européennes; collectivités territoriales; décideurs et «développeurs» locaux, régionaux, nationaux et européens; groupements de citoyens; organisations professionnelles; associations et organisations non gouvernementales (ONG).

Contact:

AEIDL, Chaussée St-Pierre 260, B-1040 Bruxelles

T. +32 2 736 49 60 – F. +32 2 736 04 34

info@aeidl.eu – www.aeidl.eu

